



Être animateur, animatrice : une action politique

CEMÉACTION - Décembre 2013

mercredi 20 octobre 2021, par [françois](#)

Ce groupe, composé de formateurs et animé par le Centre Socialiste d'Éducation Permanente (CESEP), a mis en exergue l'importance du métier d'animateur à la fois dans sa perspective historique, mais aussi dans son développement méthodologique puisque largement inspiré par le secteur de l'Éducation Permanente (EP).

Face à un environnement faisant la part de plus en plus belle au dispositif scolaire, il paraissait important pour ce groupe de mettre en avant l'apport considérable des divers dispositifs de formation se revendiquant de l'EP dans l'émancipation des classes populaires et dans la démocratisation de l'accès à la culture et aux loisirs.

Les conquêtes sociales de la fin 19^e siècle jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale ont contribué à la naissance d'un champ d'action nouveau appelé communément aujourd'hui « socioculturel » en mettant en avant une figure centrale, celle de l'animateur, l'animatrice.

L'évolution de la société et des besoins de la population, notamment en matière d'éducation à la citoyenneté, a favorisé la croissance du champ socioculturel et sa professionnalisation.

Les CEMEA depuis leurs origines ont participé pleinement à cette dynamique au travers notamment des dispositifs de formations mis en oeuvre au fil du temps.

Comme toutes les organisations reconnues en cette matière par la Fédération Wallonie-Bruxelles, ces formations ont pour mission essentielle l'éducation permanente du public et pour finalité la démocratie culturelle.

Ainsi, l'Éducation Permanente est à la fois la mission pour laquelle des organisations sont soutenues par les pouvoirs publics et la méthode utilisée par les opérateurs de formation pour former des animateurs. Reposant à l'origine principalement sur le volontariat, le secteur est devenu un pourvoyeur d'emplois conjuguant à la fois des acteurs professionnels et des volontaires.

Mais comme tout gisement d'emplois émergent, le secteur socioculturel et le métier d'animateur ont suscité l'intérêt d'autres opérateurs de formation et en particulier ceux issus du monde scolaire.

Par ailleurs, à l'initiative du Conseil de l'Europe et dans un but de transparence des qualifications, de valorisation des acquis d'apprentissages et d'employabilité, et de mobilité des travailleurs, l'ensemble des pays européens s'est engagé dans l'élaboration de systèmes référentiels davantage compatibles entre eux.

Ceux-ci sont basés sur l'approche par compétences et chacun des niveaux de pouvoir concerné a entrepris d'élaborer des « référentiels métier » détaillant les différentes compétences pour chacun des métiers ainsi que des référentiels de formation. La formation pourrait ainsi se résumer à une somme de particules élémentaires nommées « Unités d'Acquis d'Apprentissage (UAA) » capitalisables indépendamment les unes des autres. Ce qui semble concevable pour des métiers essentiellement techniques paraît problématique quand il s'agit d'activités impliquant des personnes et des groupes en projet.

Ici, il ne s'agit plus d'actes indépendants les uns des autres, mais de leur conjugaison en fonction de dynamiques humaines toujours différentes.

Ce processus en cours aura, s'il n'est pas adapté à ces dynamiques, des conséquences négatives sur la préparation aux réalités du métier d'animateur, dont certaines peuvent se résumer comme suit :

- La perte d'une vision globale de l'animation, d'une vision politique au profit d'une vision segmentée et technique.
- L'absence potentielle pour les participants d'une capacité à lire les phénomènes de groupe se déroulant en formation, éléments pourtant inhérents et qui sont mobilisateurs sur un terrain pratique pour comprendre, entre autres, le sens de l'action en particulier lorsqu'ils s'interrogeront sur ce que recouvrent les vacances et plus largement les loisirs.
- Une vision a priori dichotomique de certaines réalités, comme si à chaque situation problème correspondait une solution, alors que l'existence s'inscrit dans des compréhensions multiples.
- Enfin, et cette question n'est pas des moindres, lorsqu'une pratique en « Unités d'Acquis d'Apprentissage (UAA) » se généralise et devient une pratique étalon, qu'en est-il de la transmission des valeurs, qui ne peuvent prendre sens, sauf à les nommer, que dans une continuité d'une pratique éducative ?

Ainsi, d'un démantèlement des processus intégrés de formation, il résulterait non seulement une moindre adéquation entre les qualifications des animateurs et les missions qui leur sont confiées, mais aussi à terme, une dérive des pratiques par rapport aux finalités du secteur socioculturel et des associations qui le composent.

Il est indispensable d'attirer l'attention des opérateurs et des institutions compétentes dans la formation d'animateurs sur le lien indissociable à préserver entre la formation des animateurs, les méthodes de l'Éducation Permanente, sa philosophie et celles des associations qui la mettent en oeuvre.

Les dispositifs déployés sont construits sur un fond historique éprouvé : élaborés à partir des besoins du terrain et avec les publics concernés et donc en constante articulation aux évolutions sociétales. L'impact des formations sur les participants et la reconnaissance qu'ils reçoivent dans les milieux professionnels où ils agissent, confirment la pertinence de l'action.

L'identité professionnelle du secteur n'est pas liée à une histoire révolue, portée par quelques militants nostalgiques vaguement gauchisants coupés des réalités actuelles. Les pratiques éducatives présentées et largement inspirées de l'Éducation Permanente répondent encore/aussi aux enjeux contemporains.

Face aux politiques d'austérité orchestrées par l'ensemble des gouvernements européens qui peu à peu mettent à mal les acquis sociaux issus des combats menés par les générations antérieures ; face à la puissance des groupes financiers internationaux qui aboutit à un effritement du rôle de l'État, nous assistons à une organisation sociale où le fossé entre riches et pauvres n'a jamais été aussi grand et où le nombre d'exclus (les sans... emploi, domicile, papiers...) est en croissance constante. Ce paysage, qui a priori ne devrait pas s'améliorer notablement dans les prochaines années, invite d'urgence à imaginer et/ou à valoriser des pratiques sociales et éducatives qui tentent de replacer l'individu, la personne au centre des préoccupations en lui permettant de (re)devenir acteur dans l'espace public.

L'enjeu du secteur de l'animation est bien de cet ordre, former des jeunes et des adultes qui dans leur travail quotidien, interrogent, comprennent et agissent, seuls et collectivement, en vue de transformer la société. L'égalité, la justice, la solidarité, l'émancipation individuelle et collective, la liberté, la mixité et

l'ouverture à l'altérité sont un ensemble de valeurs qui traversent les pratiques de formation à l'animation. La préoccupation pour les plus défavorisés, les exclus, les laissés-pour-compte est une réalité largement partagée dans le monde des organisations de jeunesse, de l'Éducation Permanente et aussi des pouvoirs publics tant auprès des publics accueillis dans les dispositifs de formation qu'auprès des bénéficiaires. Cette préoccupation ne s'inscrit pas dans l'élaboration de réponses individuelles, mais dans une construction d'identités collectives capables de prendre place dans la société.

La conscientisation politique au sens originel du terme, participer à la gestion de la cité, est au coeur des pratiques. Il s'agit moins de former des techniciens pouvant oeuvrer dans une multitude de terrains (des niches d'emploi !) que de former des acteurs qui participent au développement d'une société plus juste et égalitaire.

L'école ne peut à elle seule garantir d'être le relais des aspirations citoyennes. L'Éducation Permanente, par son histoire née de la préoccupation de lutter contre les inégalités sociales et de favoriser l'éducation tout au long de la vie, demeure un champ/un acteur incontournable du monde de l'animation.

Ses méthodes, largement inspirées des courants pédagogiques novateurs tels ceux de Freinet, de Montessori ou l'Éducation Nouvelle, ont jeté les bases d'une pratique qui se veut toujours appelée à être source de transformation sociale pour des générations de jeunes et d'adultes.

Aujourd'hui, le champ de l'Éducation Permanente ne peut être cantonné à une pratique anecdotique, loin derrière l'école - institution étalon -, dépourvue d'assise méthodologique cohérente et coupée des réalités sociales. Son histoire démontre à suffisance l'importance de la contribution à la professionnalisation de ce secteur. Elle est une force de transformation, un réel contrepouvoir portée par une liberté critique et engagée qui lui est singulière.

C'est en cela que les pratiques forgées depuis de nombreuses années sont encore largement d'actualité aujourd'hui. Il faut encore souligner l'intérêt de soutenir et de développer une pratique de l'animation qui revendique le maintien des orientations originaires de l'Éducation Permanente et son argumentation telle qu'exposée jusqu'à présent. Le secteur a construit tout au long de son histoire une définition reprenant les spécificités de sa pédagogie et ses caractéristiques institutionnelles. Il semble important que les structures de formation soient reconnues, qu'elles ouvrent la possibilité d'une certification, et qu'elles puissent justifier la présence d'une filière particulière pour y devenir formateur. La distinction avec l'institution scolaire ne porte pas simplement sur la liberté d'adhésion de chacun des participants, sur l'absence de programme, mais elle porte pour l'essentiel sur la volonté de l'inscrire dans des projets individuel et collectif, dans la volonté d'hétérogénéité des publics, considérant que tous sont à la fois apprenants et en capacité de maîtrise du dispositif. Le groupe se situe au centre du processus et donc du projet politique qui sous-tend le projet pédagogique. Le participant détient le pouvoir, la puissance d'agir sur le processus avec la perspective d'y développer la même capacité, mais vers l'extérieur.

À la clé, cette question primordiale : y a-t-il possibilité d'éduquer sans la liberté d'adhésion des « s'éduquant » ? Nous ne le pensons pas ! Il faut souligner que l'accès au savoir et à la culture est inséparable de l'exercice de la citoyenneté, c'est-à-dire de la prise de pouvoir sur la vie et de la coopération des résistances aux pouvoirs injustes. L'émancipation intellectuelle et expérience politique émancipatrice sont indissociables et que c'est cette simultanéité qui est déterminante : une expérience d'auto-construction collective de pouvoir politique et pédagogique associée à la production d'un savoir singulier et d'une capacité d'action transformatrice. La formation des animateurs doit être notamment appréhendée comme le développement d'une compétence en critique de la société et d'une capacité d'action transformatrice des conditions qui déterminent les situations réelles de la vie, de leurs rapports sociaux et du changement qui l'accompagne. Dans ce même ordre d'idée, l'accent doit être mis sur une approche critique de la culture et des institutions qui la porte ainsi que sur les capacités d'auto-analyse comme condition de toute expérimentation sociale. Elle mettra l'accent sur l'expression, la production et la création.

En conclusion, l'auto-socio-construction de pouvoirs est inséparable de l'auto-socioconstruction de savoirs

et, sans nier le renforcement réciproque, la première semble souvent précéder et être condition de la seconde.